



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/97/2
18 novembre 2025

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Quatre-vingt-dix-septième réunion
Montréal, 1-5 décembre 2025
Point 3 de l'ordre du jour provisoire¹

ACTIVITÉS DU SECRÉTARIAT

Introduction

1. Le présent document présente les activités du Secrétariat depuis la publication du document sur les activités du Secrétariat pour la 96^e réunion.²

I. Questions relatives aux réunions

I.1 96^e réunion

2. Le rapport de la 96^e réunion³ a été communiqué à tous les membres du Comité exécutif, aux agences bilatérales et d'exécution, ainsi qu'au Secrétariat de l'ozone, et a été publié sur le site Web du Fonds multilatéral. Les résultats de la réunion concernant les approbations de projets et les retards dans la soumission des tranches ont été communiqués, respectivement, à 82 pays et 25 pays visés à l'article 5, ainsi qu'aux organismes concernés. Un résumé de la 96^e réunion et des décisions qui y ont été prises a été rédigé et est disponible sur le site Web du Fonds.

I.2 97^e réunion

3. Le Secrétariat a préparé 92 documents pour la 97^e réunion, envoyé des lettres d'invitation à la réunion⁴, mis à jour les bases de données et d'autres ressources et préparé des documents de synthèse, le cas échéant.

¹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/97/1

² UNEP/OzL.Pro/ExCom/96/2

³ UNEP/OzL.Pro/ExCom/96/66

⁴ Des lettres d'invitation ont été envoyées aux membres du Comité exécutif, au Président du Bureau de la Réunion des Parties, au Président et à la Vice-Présidente du Comité d'application de la procédure applicable en cas de non-respect du Protocole de Montréal, à la Directrice exécutive du PNUE, à la Secrétaire exécutive du Secrétariat de l'ozone, aux agences d'exécution, au Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et aux organisations non gouvernementales.

I.3 Réunion de coordination inter-agences (IACM)

4. Le Secrétariat a organisé une réunion de coordination inter-agences à Montréal (Canada) du 9 au 11 septembre 2025. Ont participé à cette réunion les représentants des agences bilatérales du Canada, de l'Allemagne et de l'Italie, les représentants des agences d'exécution et le personnel du Secrétariat. Le rapport de la réunion⁵ est publié dans la section « Réunions de coordination inter-agences » du site Web du Fonds. Les points saillants de la réunion sont présentés dans les paragraphes qui suivent.

5. Le Secrétariat a annoncé un taux de soumission de 81 pour cent pour les données de programme de pays 2024 issues de 117 pays, 99 soumissions ayant utilisé le nouveau portail de données de programme de pays. Il a été demandé aux agences de travailler avec les pays pour que ceux-ci utilisent le portail en ligne de données de programme de pays pour faciliter l'examen et l'analyse. Des formulaires de déclaration mis à jour liés au HFC-23 seront intégrés au système de gestion des connaissances pour les données 2025 à déclarer en 2026. Les agences ont fait des retours d'information positifs sur la convivialité du portail.

6. Le Secrétariat a présenté l'état d'avancement du plan d'activités 2025-2027. Les agences ont résumé les soumissions prévues pour la 97^e réunion, y compris les tranches relatives à des accords pluriannuels. En ce qui concerne l'intégration des activités de préparation de projet pour la phase II des plans de mise en œuvre de l'amendement de Kigali relatif aux HFC (KIP), le Secrétariat a indiqué que, compte tenu de l'expérience acquise avec les plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH), la préparation de projet pour une nouvelle phase pourrait être demandée deux ans avant la fin de la phase en cours.

7. Les agences ont fait des retours d'information positifs sur le webinaire organisé en juin 2025 par le Secrétariat et sur une manifestation parallèle lors de la 47^e réunion du groupe de travail à participation non limitée des parties au Protocole de Montréal (OEWG-47), ces deux événements se concentrant sur les décisions prises par le Comité exécutif à propos du maintien et de l'amélioration de l'efficacité énergétique des technologies de remplacement pendant la réduction des HFC et sur les fenêtres de financement établies pour les activités liées à l'efficacité énergétique, et ont noté une meilleure compréhension des enjeux pertinents. Parmi les défis identifiés concernant la préparation des projets liés à l'efficacité énergétique, figurent la confidentialité des données, les complexités budgétaires, les limites de capacité de test et les contraintes des chaînes d'approvisionnement. La coopération avec les organisations en charge des normes nationales d'efficacité énergétique a été jugée essentielle et le besoin de mieux intégrer les enjeux d'efficacité énergétique dans les conversions dans le secteur de la fabrication en vue d'atteindre la conformité avec le Protocole de Montréal et d'améliorer les performances énergétiques a été souligné. Le Secrétariat a fourni des clarifications à propos de la préparation des projets d'efficacité énergétique à destination des utilisateurs finaux utilisant un mécanisme de fonds renouvelables et a indiqué qu'un document modèle de demande de tels projets a été partagé avec les agences.

8. Le Secrétariat a partagé les leçons apprises de l'examen de 74 plans de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali relatifs aux HFC approuvés, soulignant la complexité de la conformité, de l'intégrité des données et des dynamiques de marché. Environ 38 pour cent des plans de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali relatifs aux HFC approuvés ont proposé des objectifs de réduction supérieurs à 10 pour cent de leurs valeurs de référence de HFC établies, parmi lesquels trois pays à faible volume ayant opté pour un objectif de réduction de 10 pour cent de leur consommation moyenne de HFC durant les années de référence. Les tendances de consommation erratiques et les répercussions de la pandémie de COVID-19 ont été discutées, car ce sont des facteurs qui complexifient les projections de consommation future de HFC. Le Secrétariat a insisté sur le fait qu'une communication exacte des données doit refléter les conditions réelles et servir de base à une analyse complexe.

⁵ IACM/2025/2/2

9. Une discussion s'est tenue sur les défis opérationnels et financiers présentés par la mise en œuvre des plans de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali relatifs aux HFC approuvés. Ces défis comprennent l'inflation et l'augmentation des coûts des équipements et des frais de transport qui ont dépassé les budgets approuvés, menant certaines petites et moyennes entreprises (PME) à importer des équipements plutôt qu'à les fabriquer localement. Des retards de mise en œuvre sont survenus en raison de complexités juridiques, administratives et liées à l'approvisionnement. Consolider l'approvisionnement pour atteindre des économies d'échelle a été identifié comme une stratégie d'atténuation commune mais présentant ses propres défis. Les agences ont aussi souligné les défis techniques, comme le manque de technologies de remplacement évidentes pour certains secteurs, comme le secteur des systèmes de climatisation embarqués et les difficultés à choisir des entreprises bénéficiaires pour les projets de démonstration en raison d'approbations et de retards administratifs. Des problèmes de chaîne d'approvisionnement ont affecté la disponibilité des identificateurs de frigorigènes, critiques pour appliquer les règlements douaniers et superviser la conformité.

10. Concernant la gestion du cycle de vie des frigorigènes, le Secrétariat a noté que, sur les 103 projets approuvés, 64 pays avaient demandé des prorogations, en citant des défis comme la disponibilité de consultants internationaux et des prérequis de projet complexes à l'origine de leur demande. Les discussions ont porté sur les efforts de récupération, recyclage et régénération des frigorigènes, en soulignant l'importance de développer des modèles économiques et des cadres réglementaires viables. Des défis ont été identifiés notamment concernant la gestion des stocks existants, la contamination et la création d'approches d'analyse du cycle de vie (« du berceau à la tombe »). Des approches régionales ont été suggérées pour gérer la destruction des frigorigènes et leur recyclage en prenant en compte le rapport coût-efficacité et les complexités réglementaires.

11. Durant les discussions portant sur la demande formulée par le Comité exécutif au Secrétariat et à l'administratrice principale, surveillance et évaluation d'explorer la possibilité d'incorporer la déclaration de rapports d'achèvement de projets à celle des rapports finaux de projet, en prenant en compte le format universel de rapport d'achèvement de projet approuvé à la 94^e réunion, les agences ont souligné le potentiel de chevauchement et de redondance entre les rapports d'achèvement de projets et les rapports finaux. Il a été noté que les rapports finaux tendaient à comprendre plus de détails techniques et d'informations budgétaires et présentaient les accomplissements finaux des projets, notamment la pérennité tandis que les rapports d'achèvement de projet fournissaient une évaluation plus globale et intégrée et qu'avoir un unique rapport unifié allégerait la charge de travail. Le Secrétariat a réitéré que l'objectif de l'exercice était de réduire la charge de déclarations et que les retours d'information des agences seraient pris en compte dans la préparation du document demandé par le Comité exécutif.

12. En ce qui concerne la demande formulée par le Comité exécutif de préparer un document d'orientation pour la 98^e réduction donnant suite aux sessions d'une demi-journée sur les approches stratégiques de la mise en œuvre de l'Amendement de Kigali, deux problèmes ont été soulignés par le Secrétariat : la transition vers des frigorigènes et mélanges à faible potentiel de réchauffement planétaire (PRP) avec une approche holistique de la réduction de HFC, de l'efficacité énergétique et du refroidissement durable ; et la capacité des utilisateurs finaux à adopter des technologies de refroidissement durables. Les agences ont discuté des défis rencontrés, notamment la capacité des techniciens à travailler avec des frigorigènes à faible PRP, la disponibilité limitée des centres de test, le manque d'infrastructures de sécurité, le coût élevé des outils, et les défis politiques comme le manque de mesures politiques intégrées liant la transition des frigorigènes, l'efficacité énergétique et les objectifs en matière de climat, ainsi que les responsabilités fragmentées au sein des autorités nationales. Parmi les défis en matière de coopération régionale ont été relevés le commerce illégal des substances réglementées, la pratique de dumping d'équipements à faible efficacité dans les pays en développement, ainsi qu'un transfert de connaissances limité et des capacités d'achat limitées. Parmi les opportunités ont été relevé le renforcement de la formation et de la certification, la promotion du transfert de connaissances, l'alignement des efforts de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali avec les politiques nationales en matière d'efficacité énergétique et de climat,

et l'amélioration de la formation des douanes et des outils numériques de suivi, notamment la technologie assistée par intelligence artificielle (IA).

13. Concernant les défis en matière de chaîne d'approvisionnement, les agences ont souligné les enjeux de disponibilité et de prix pour les substances de remplacement, en particulier pour les PME ; la disponibilité limitée et les coûts élevés des compresseurs adaptés aux hydrocarbures à plus grande capacité ; des problèmes de spécifications techniques, d'évaluation de conformité, et les équipements résistant aux explosions pour les lignes de production ; et les défis liés aux coûts de transport, aux assurances et aux trajets de fret complexes qui ont des répercussions sur les importations d'équipements. Des différences régionales ont influencé les choix de frigorigènes et l'adoption de technologies en raison d'inquiétudes portant sur la sécurité, de la certification des techniciens et de la pénétration sur le marché des technologies émergentes.

14. Le Secrétariat a donné des informations sur les quatre principaux modules du système de gestion des connaissances, à savoir ceux portant sur les plans d'activités, les soumissions de projet, les rapports d'avancement et les rapports d'achèvement de projet par le biais du portail de l'agence avec une fonctionnalité hybride en ligne et hors ligne. En outre, une mise au point sur le développement d'un tableau de bord central comprenant des pages de renvoi et des interfaces sous forme de tableau de bord a été faite. Les agences ont fourni un retour d'information positif et ont demandé des simulations pratiques pour tester, en particulier, le module de soumission de projet. Le Secrétariat a exprimé son engagement à impliquer les utilisateurs dans le développement pour garantir la convivialité et a souligné l'importance de maintenir la communication avec le Secrétariat pour clarifications.

II. Participation aux réunions et missions effectuées

15. Au cours de la période considérée, les représentants du Secrétariat ont participé aux événements suivants :

- a) Réunion thématique du réseau des administrateurs des bureaux de l'ozone pour les Caraïbes anglophones et Haïti, du 16 au 18 juin 2025 à Saint-Georges, Grenade.
- b) Événement de la Journée mondiale du froid, organisée par l'Institut international du froid, du 17 au 19 juin 2025 à Paris, France. À cette occasion plusieurs réunions de consultation se sont tenues avec différentes parties prenantes sur des sujets abordés par les documents d'orientation rédigés par le Secrétariat.
- c) Réunion conjointe des réseaux d'Europe et Asie centrale et d'Asie occidentale avec les inspecteurs de l'environnement et les administrateurs du Protocole de Montréal, du 17 au 19 juin 2025 ; atelier conjoint de la Coalition pour le climat et l'air pur - Europe et Asie centrale et Asie occidentale portant sur la gestion du cycle de vie des frigorigènes, le 20 juin 2025, à Batumi, Géorgie.
- d) Réunion du réseau régional des administrateurs des bureaux de l'ozone d'Amérique latine, du 17 au 20 juin 2025, à San José, Costa Rica.
- e) Réunion du réseau des administrateurs des bureaux de l'ozone d'Asie du Sud, du 3 au 5 juillet 2025 ; Atelier 2025 sur la gestion du cycle de vie des frigorigènes : Avancement des inventaires des banques de fluorocarbures et plans d'action nationaux, le 6 juillet 2025 ; OEWG-47, du 7 au 11 juillet 2025, à Bangkok, Thaïlande. Le Secrétariat a organisé deux manifestations parallèles, l'une le 7 juillet dont le thème était Amélioration de l'efficacité énergétique pendant la réduction des HFC : décisions du Comité exécutif ; et le 8 juillet, portant sur Un outil de modélisation de la consommation de HFC : évaluation de consommation et projections.

- f) Protection de la couche d'ozone pour une transition verte : Promotion de la coopération inter-gouvernementale et entre les secteurs publics et privés, le 15 septembre 2025, à Hanoi, Viet Nam ; célébrations pour la Journée mondiale de l'ozone, le 16 septembre 2025, à Beijing, Chine ; réunion de coordination pour la mise en œuvre du PGEH et de l'Amendement de Kigali en Chine, le 17 septembre 2025, à Beijing, Chine ; atelier international sur le contrôle des émissions de HFC-23 au niveau scientifique, du 18 au 20 septembre 2025, à Shanghai et Quzhou, Chine.
- g) Réunion avec le Ministère de l'environnement (Cellule de l'ozone et secrétariat conjoint) de l'Inde, le 20 septembre 2025, à Delhi, Inde. À cette occasion, le Secrétariat a visité deux entreprises de fabrication de climatiseurs et de compresseurs et deux fabricants de mousse au Punjab, les 21 et 22 septembre.
- h) 15^e réunion du comité directeur du Portail d'informations des Nations Unies sur les Accords environnementaux (InforMEA), du 16 au 18 septembre 2025, à Genève, Suisse.
- i) Réunion conjointe du réseau d'administrateurs des bureaux nationaux de l'ozone des pays africains anglophones et francophones, et atelier régional PNUE-Coalition pour le climat et l'air pur sur la gestion du cycle de vie des frigorigènes, du 23 au 26 septembre 2025, à Dakar, Sénégal.
- j) Réunion du réseau des responsables nationaux de l'ozone des pays insulaires du Pacifique, du 29 au 30 septembre 2025 ; atelier thématique sur les actions de surveillance des systèmes d'octroi de permis et de quotas et la collecte des données dans le cadre de l'inventaire national, du 1^{er} au 2 octobre 2025, à Nadi, Fidji.
- k) Réunion en ligne sur l'Amélioration de l'efficacité énergétique et de l'action climatique dans le secteur du froid organisée par l'ONUDI, le 7 octobre 2025.
- l) Réunion du réseau d'Europe et Asie centrale pour les administrateurs du Protocole de Montréal, du 7 au 9 octobre 2025, à Erevan, Arménie.
- m) 75^e réunion du Comité de mise en œuvre du Protocole de Montréal, du 31 octobre au 1^{er} novembre 2025 ; réunion informelle sur la facilitation de la mise en œuvre du Protocole de Montréal, le 2 novembre 2025 ; et 37^e Réunion des Parties au Protocole de Montréal, du 3 au 7 novembre 2025, à Nairobi, Kenya. À cette occasion, les membres du personnel du Secrétariat ont participé en tant que panélistes et orateurs dans plusieurs manifestations parallèles et dans la session de l'Ozonaction « Demandez à un expert » portant sur le genre.
- n) Participation en ligne à la réunion thématique du réseau des administrateurs des bureaux de l'ozone pour l'Amérique latine, du 18 au 20 novembre 2025, à Quito, Équateur.

III. Système de gestion des connaissances

16. L'Annexe I présente un rapport périodique contenant des mises à jour sur l'état de tous les produits à livrer dans le cadre de la phase 3 du développement du système de gestion des connaissances et sur l'achèvement de toutes les tâches au titre des phases 1 et 2. Le Secrétariat travaille activement au développement et au test des produits de la phase 3 et l'équipe de gestion du projet collabore étroitement avec les équipes de conception et de développement afin de respecter le calendrier prévu pour le projet. La phase 3 est axée sur l'élargissement des fonctionnalités du système de rapports en ligne, de l'interface de programmation d'applications (API), ainsi que des tableaux de bord connexes. Des activités périodiques de maintenance ont été initiées pour les applications précédemment lancées, ainsi que pour l'infrastructure de support.

17. Le site Web continue à être garni et mis à jour. Une version à jour du document sur les politiques, procédures, lignes directrices et critères du Fonds multilatéral a été publiée. La section d'évaluation a été mise à jour pour y intégrer la politique d'évaluation pour le Fonds multilatéral, le résumé analytique du rapport final sur l'évaluation externe de la fonction d'évaluation, et la réponse administrative à l'évaluation externe de la fonction d'évaluation du Fonds multilatéral. Des guides et des formulaires de soumission ont été préparés ou mis à jour et postés, à savoir le guide de présentation de la phase I des plans de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali relatifs aux HFC et les guides de présentation de nouvelles phases et de nouvelles tranches de PGEH ont été mis à jour ; un formulaire de soumission de tranches de la phase I des plans de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali relatifs aux HFC a été préparé et partagé avec les agences. De nouveaux éléments (sur la Journée mondiale de l'ozone, la réunion du Comité exécutif, les initiatives récemment approuvées, etc.) et des expériences réussies dans plusieurs pays visés à l'Article 5 soulignant la mise en œuvre réussie de PGEH, l'élimination accélérée des HCFC, des projets de conversion en fabrication et des initiatives d'efficacité énergétique ont été publiés sur le site.

IV. Questions administratives

IV.1 Recrutement et dotation en personnel

18. Le processus de sélection pour le poste d'assistant administratif (G-5) est finalisé. M. Owen Timothy Miller a été choisi pour cette position et prendra ses fonctions en août 2025.

19. Le processus de sélection pour le poste d'assistant à la gestion de programme (G-5) a été finalisé avec la sélection de Mme Rhona Maire Conway-Kenny qui prendra ses fonctions le 1^{er} octobre 2025.

20. Le processus de recrutement pour le poste de fonctionnaire d'administration (P-3) se trouve dans sa phase finale.

21. L'exercice de reclassification pour le poste d'administrateur principal évaluation (P-5) a été finalisé et une offre de poste a été postée avec une date limite fixée au 19 septembre 2025. Le processus de recrutement est en cours.

22. Le processus de recrutement et les arrangements contractuels pour deux consultants, quatre vacataires et deux stagiaires ont été finalisés.

IV.2 Développement et formation du personnel

23. Le Secrétariat a organisé sa retraite d'équipe annuelle à Montebello, Québec, du 12 au 13 juin 2025, avec la participation de 28 membres du personnel.

24. Les membres du personnel ont suivi plusieurs formations obligatoires des Nations Unies ; et le Dialogue en cascade annuel, un programme de formation organisé par le Bureau de la déontologie des Nations Unies.

IV.3 Compensation des émissions 2024 du Secrétariat

25. Le 3 octobre 2025, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) a présenté au Secrétariat du Fonds multilatéral un certificat d'annulation volontaire, compensant les émissions 2024 du Secrétariat. Le projet sélectionné pour l'annulation de 259 unités de réduction certifiée des émissions (URCE), équivalant à 259 tonnes de CO₂, était le projet Cuisinières propres en Afrique subsaharienne de ClimateCare Limited. Le certificat a été délivré conformément à la procédure d'annulation volontaire du registre du mécanisme pour un développement propre.

V. Coopération avec les agences d'exécution du Fonds multilatéral et d'autres organisations

26. Conformément à la décision 79/1 b), le Secrétariat a inclus à l'annexe II au présent document un aperçu complet de l'état des discussions avec les accords multilatéraux sur l'environnement (AME) et les autres organisations compétentes.

V.1 Programme des Nations Unies pour l'environnement

27. Le Secrétariat a participé en tant qu'orateur au webinaire de célébration de la Journée mondiale de l'ozone le 16 septembre 2025, organisée par le Grand groupe des enfants et des jeunes de PNUE - Groupe de travail sur la Protection de l'ozone et du climat. La présentation couvrait des aspects liés aux initiatives d'efficacité énergétique, au financement et à la collaboration sur la protection de l'ozone et du climat.

28. À la demande d'OzonAction, le Secrétariat a commenté deux projets de fiches techniques récapitulatives portant sur l'application de la politique en matière d'égalité de genre du Fonds multilatéral tout au long du cycle de vie des projets financés par le Fonds multilatéral et l'évaluation de la place réservée aux femmes pour de tels projets.

29. Le Secrétariat a participé à deux initiatives présentées par différentes divisions du PNUE, l'une sur la formation d'un groupe sur le « refroidissement » et l'autre sur la pratique de dumping d'équipements de refroidissement.

VI. Étude de l'intelligence artificielle (IA) pour le travail du Secrétariat et des membres du Comité exécutif

VI.1 L'IA pour des services de traduction rentables

30. Dans le cadre de ses efforts globaux pour améliorer l'efficacité opérationnelle et financière, le Secrétariat évalue actuellement le potentiel de l'IA pour soutenir la traduction des documents de projet. Cette approche s'appliquerait spécifiquement à des traductions vers d'autres langues que la langue officielle du pays bénéficiaire, dont la traduction continuerait à être effectuée par des traducteurs professionnels. Plusieurs outils d'IA ont été testés et les résultats préliminaires de DeepL (un service de traduction automatique neuronale) ont montré une production de qualité élevée. Bien que cette initiative soit prometteuse pour optimiser les ressources et réduire les coûts, il est actuellement trop tôt pour fournir des projections financières définitives en raison de l'étendue des variables d'influence.

VI.2 L'IA pour extraire des décisions de QuiriO₃ – Collaboration avec GIZ

31. Dans le but de faciliter la requête de décisions dans QuiriO₃, GIZ a proposé de développer un prototype de robot conversationnel pour toutes les décisions du Comité exécutif. En réponse à des questions posées librement, comme c'est le cas pour n'importe quel autre robot conversationnel, celui-ci utilisera QuiriO₃ comme unique source et complètera les recherches parmi plus de 10 000 décisions du Comité exécutif. Le Secrétariat souhaite exprimer sa gratitude envers le GIZ pour le développement de cette initiative en cours d'examen.

VI.3 Outil en ligne open source avec assistant virtuel – Collaboration avec Eric et Wendy Schmidt Center for Data Science and Environment (DSE), Université de Californie, Berkeley

32. Le Secrétariat continue à travailler avec le DSE pour poursuivre le développement de l'outil d'évaluation de la consommation de HFC, Kigali Sim, un outil de modélisation open source avec une puissance de calcul et d'analyse et un assistant virtuel pour simuler les répercussions de différentes mesures politiques dans le but d'atteindre la conformité avec le Protocole de Montréal. L'outil a été conçu par

l'Université de Californie, Berkeley, en partenariat avec le Secrétariat du Fonds multilatéral. Une manifestation parallèle a été organisée à OEWG-47 où a eu lieu une démonstration de Kigali Sim et où des retours d'information ont été collectés. Une présentation a aussi été faite à l'IACM en septembre 2025 aux agences bilatérales et d'exécution présentes. Le produit fini est maintenant achevé, posté sur le site Web du Fonds multilatéral pour une utilisation gratuite par les personnes intéressées et sera lancé après une brève présentation au Comité exécutif.

Annex I

PROGRESS REPORT ON THE CREATION OF A KNOWLEDGE MANAGEMENT SYSTEM (decision 91/69)

Introduction

1. The Executive Committee approved the creation of a new Knowledge Management System (KMS) (decision 91/69) and requested (paragraph (c)) that the Secretariat reports on the progress of its implementation until the completion of phases 1 and 2, as outlined in document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/70. At its 95th meeting, the Executive Committee noted the progress made and approved the funding for phase 3 of the KMS on the “Agencies’ portal and other enhancements.” The Secretariat continues to advance on phase 3 while fully aligning its development with the planned implementation of phases 1 and 2 presented in document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/70.
2. As presented in paragraph 5 of annex I of document UNEP/OzL.Pro/ExCom/96/2, “the ongoing phase 3 will serve as the final phase, ensuring the completion of all outstanding tasks from both phases 1 and 2. This phase will also address any residual issues, resolving them to ensure that nothing is left unfinished from the previous stages. Additionally, it will encompass the completion of all unplanned activities that emerged during the project, ensuring that all elements are successfully closed.”
3. This progress report provides updates on the status of all products that were to be delivered as part of phase 3 and of all unfinished tasks that were part of phases 1 and 2.

Status of implementation

4. The development of phase 3 components is progressing in parallel with efforts to expand the online reporting system’s functionalities, including the API (Application Programming Interface), associated dashboards and all unfinished activities from phases 1 and 2. Periodic maintenance activities have been initiated for the applications previously launched, along with the supporting infrastructure.
5. Table 1 presents the status of implementation of the KMS from all phases as well as key updates since the 96th meeting of the Executive Committee. This table will be used as the basis for future updates to the members. Each task in table 1 also includes typical application development components such as user requirements, design, backend and frontend adjustments, data migration, testing, and deployment.

Table 1: Status of implementation and key updates since the 96th meeting of the Executive Committee

Group of tasks / tasks		Completion rate (%) – 96 th meeting	Completion rate (%) – 97 th meeting	Comments
GROUP 1: OVERALL WEBSITE				
1	Website, QuiriO ₃ , meeting portal	99	100	These items have been grouped together for the Secretariat to report back at future meetings in case of any changes or updates. Regular maintenance activities have been taking place
GROUP 2: “PROJECTS AND DATA” PAGE OF THE WEBSITE RENAMED TO “OUR WORK”				
2	Projects and impact	20	20	Requirements completed, pending development
3	Countries	20	20	Requirements completed, pending development
4	CP data centre	20	100	CP data centre includes full data sets of country CP reports and comparisons of substance data among countries and regions. The dashboard includes additional details on substance sectors and prices. Reduced public version is deployed and live. This version allows in-depth analysis of the CP reports maintaining the integrity and confidentiality of the data through common aggregation formulas.
5	Contributions	20	100	Full contribution dashboard includes sections on: -Scale of assessments -Status of the Fund -Status of contributions -Bilateral assistance -Fixed exchange rate mechanism -Interest earned -Disputed contributions -Invoice/payment logs All the above pages are accessible to the Secretariat and the Treasurer while a reduced public version is deployed and live
6	Portals	20	50	This page provides access to the various portals available to stakeholders. The Treasurer Portal and the CP Online Reporting Portal are fully operational. Work is ongoing on the IA/BA Portal, which serves as the main entry point for project workflows. This portal enables users to easily view and access the complete project database and manage all project related modules.

GROUP 3: KMS AS A SOLUTION FOR THE PROJECT CYCLE				
7	Define clear user requirements of all core modules and applications	90	100	
8	Business plan module	50	100	Development is complete, and multiple testing sessions have been conducted. The module was presented during the inter-agency coordination meeting in September 2025, with a detailed walkthrough of its functionalities. It is now deployed in production and has been piloted internally by the Secretariat for the 97 th meeting of the Executive Committee. The full deployment will be together with the other related modules. The deployment plan will consider the needs of agencies and other stakeholders.
9	Project submission module	20	85	The Secretariat is intensively testing and validating this module in an agile manner. Once the initial technical testing is concluded, the Secretariat intends to perform a new round of testing with agencies in Q1 2026 to finalize development and release of the application.
10	Annual progress report module	20	30	Initial backend development with migrated data and template/forms began in parallel with the Project Submission module to ensure interoperability of shared data elements. The frontend interface will be developed after the finalization of the Project Submission module, as the module heavily relies on derivatives from the Project module. Development is expected to be completed in Q1 2026, followed by testing and deployment in Q2 2026.
11	Project completion report module	20	20	Requirements completed, development to begin in Q1 2026
12	APIs	90	90	In continuous update as new modules/data sets are finalized.
GROUP 4: INFRASTRUCTURE AND TECHNICAL ISSUES				
	User processes (and advice on governance and administering and managing data)	50	80	This process remains open and continues until the finalization of phase 3 as data management and governance is constantly monitored and improved.
	Unify databases into a new master database (migration)	95	99	This process will continue until the finalization of core modules as minor adjustments to the master data might be required.
	Implementation and identification of a new technology needs for the Multilateral Fund KMS - configuration (proxies, security assessment, new coding)	90	90	This is a continuous task as we work on the various elements in phase 3. As new technologies and techniques are available, we implement them to make sure systems are modern and offer the best user experience.
	Move infrastructure to UN cloud environment	70	90	All security assessments have been finalized we are preparing the last items to finalize the move.

Concluding remarks

6. Following the 96th meeting of the Executive Committee, the Secretariat has been extensively working on implementing the complex workflow for project submissions and finalizing the first two data dashboards, the country programme data centre and the contributions dashboard. This work has been carried out alongside the regular maintenance and updates of existing applications, including the implementation of new online country programme data forms aligned with the newly approved reporting format.

7. The main challenge in deploying the modules is the time required for thorough testing and implementing fixes, especially as module complexity increases. Additionally, peak workload periods within the Secretariat limit the availability of staff to test and simulate various scenarios.

8. The KMS continues to offer significant value aligned with the project's original objectives. The availability of real-time data and reports will streamline Secretariat processes, while APIs ensure interoperability across modules and facilitate reporting via dashboards and country profiles.

9. In conclusion, the development of the KMS is progressing steadily, with most modules nearing completion and deployment in 2026. While some delays have occurred due to the complexity of requirements and the depth of testing needed, these are being actively managed through "Agile development", which consists of phased rollouts and iterative improvements.

Annex II

ADVICE AND/OR INFORMATION PROVIDED BY THE SECRETARIAT OF THE MULTILATERAL FUND TO NON-MONTREAL PROTOCOL BODIES

*Note: New information is in **bold** fonts*

Secretariat advice/discussions held/interaction	Meeting
Adaption Fund	
Explanation of Multilateral Fund policies on interest earned. The information provided by the Secretariat can be found in document AFB/EFC.18/10 of the 18 th meeting of the Ethics and Finance Committee at https://www.adaptation-fund.org/wp-content/uploads/2016/03/AFB-EFC-18.10-Investment-income-doc.pdf .	76
Arab Forum for Environment and Development	
An article on the Multilateral Fund's experience in the Arab region for the 2018 Report of the Arab Forum for Environment and Development.	81
Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB)	
The General Counsel and the Director General of the Operational Partnership Department visited the Secretariat to discuss about opportunities for collaboration. AIIB is a multilateral development bank established after the UNFCCC Paris Agreement and UN SDGs, whose core mission is to finance sustainable infrastructure.	92
Birmingham Energy Institute, University of Birmingham	
At the invitation of the "informal advisory group for the virtual model", the Secretariat participated as an observer in a webinar on the virtual model for cold chain that is under development by the University of Birmingham, where discussions were held by technical and policy experts.	95
Center for Climate and Energy Solutions (formerly, Pew Center on Climate Change)	
Documents UNEP/OzL.Pro/ExCom/37/59, UNEP/OzL.Pro/ExCom/38/54 & Add.1; text of decisions 37/62 and 38/63; Guidelines on funding of technology not in the public domain (Annex XIV of UNEP/OzL.Pro/ExCom/38/70/rev.1); Observations on technology transfer license fees and royalties for different types of projects (liquid carbon dioxide, metered-dose inhalers, tobacco fluffing, HFC-32 for the refrigeration sector, supercritical CO ₂ , the HCFC production sector).	75
Climate and Clean Air Coalition to Reduce Short-Lived Climate Pollutants (CCAC)	
The Secretariat provided relevant information of the Multilateral Fund relating to cooling initiatives and programmes.	88
Presentation on the Overview of Multilateral Fund support for implementation of the Kigali Amendment in the context of the Kigali Workstream Discussion.	86
Informal consultations with the CCAC Secretariat on a new initiative on efficient cooling that had been provisionally approved by the CCAC working group to help build high-level leadership and facilitate collaboration among stakeholders with a view to fostering enhanced energy efficiency in the cooling sector while countries implement the phase-down of HFC refrigerants under the Montreal Protocol.	83
Overview of approved HCFC demonstration projects and options for additional projects to demonstrate climate-friendly and energy-efficient alternative technologies to HCFCs (UNEP/OzL.Pro/ExCom/72/40). Briefing on Multilateral Fund-financed surveys of ODS alternatives; possible opportunities for CCAC in Countries with Economies in Transition (CEIT); lessons learned from the Multilateral Fund that might be applicable to the technical review process and funding cycle of CCAC projects.	75

Secretariat advice/discussions held/interaction	Meeting
Document 72/40, Overview of approved HCFC demonstration projects and options for additional projects to demonstrate climate-friendly and energy-efficient alternative technologies to HCFCs (decision 71/51(a)), which summarizes the results of Multilateral Fund HCFC demonstration projects approved so far.	74
Climate Technology Centre and Network	
Presentation on capacity building under the Multilateral Fund as resource material for the Sixth meeting of the Advisory Board. General information on the Multilateral Fund and background documents.	75
Cool Coalition Working Group	
The Secretariat participated in the consultations relating to the report on a Global Cooling Stocktake, prepared by the Cool Coalition. The Secretariat also provided comments on the draft report that covered different aspects relating to the adoption of HFC-free technologies, Montreal Protocol related activities and financing of sustainable cooling.	93
The Secretariat was invited by the Cool Coalition to join its National Cooling Action Plan (NCAP) working group that would support countries in developing NCAPs through capacity building of relevant partners and exchanging information by creating a knowledge repository of completed NCAPs. The Secretariat would participate in on-line meetings and consultations of the working group and provide inputs relating to NCAP development.	92
European Union / European Parliament	
During the 25 th MOP, the Chief Officer received a request from the European Parliament to have a bilateral discussion on issues related to the Multilateral Fund including the resources needed for the replenishment of the Multilateral Fund and proposals for additional contributions to fund climate benefits. Accordingly, the Chief Officer provided the two representatives of the European Parliament with a short briefing explaining the operation of the Multilateral Fund.	71
German Ministry for Economic Cooperation and Development	
Information on the achievements of the Multilateral Fund and a summary of approved projects implemented by Germany as a bilateral agency.	77
Global Environment Facility (GEF), Green Climate Fund (GCF), Regional Development Banks	
In October 2025, the Secretariat shared information with the GCF, the GEF, the Asian Development Bank, the European Bank for Reconstruction and Development, the African Development Bank and the Inter-American Development Bank on discussions held at the 96 th Executive Committee meeting relating to the update on the operationalization of the energy efficiency revolving fund for end users according to decision 95/87(h), and shared decision 96/51 adopting the framework and modalities for operationalizing the revolving fund window. The Secretariat also shared information on projects approved at the 96 th meeting under the pilot project funding window for energy efficiency, and the documents prepared by the Secretariat and submitted to the 96 th meeting on this matter.	97
In July 2024, the Secretariat shared information with the GCF, the GEF, the Asian Development Bank, the European Bank for Reconstruction and Development, the African Development Bank and the Inter-American Development Bank on the discussions held during the 94 th Executive Committee meeting on energy efficiency, relating to decision 94/60 adopted by the Executive Committee on a funding window for projects developed and implemented under the operational framework on energy efficiency, and on projects approved at the 94 th meeting under the pilot project funding window for energy efficiency.	95
The Secretariat shared information with the GCF, the GEF, the Asian Development Bank, the European Bank for Reconstruction and Development, the African Development Bank and the Inter-American Development Bank on the discussions held during the 93 rd Executive Committee meeting on energy efficiency, and relating to the Executive Committee decision on the operational framework on energy efficiency, and projects approved in the 93 rd meeting under the pilot project funding window for energy efficiency.	94

Secretariat advice/discussions held/interaction	Meeting
The Secretariat shared information on the discussions held during the 92 nd Executive Committee meeting on energy efficiency with the GEF, the GCF, the Asian Development Bank, the European Bank for Reconstruction and Development, the African Development Bank and the Inter-American Development Bank in June 2023.	93
Global Environment Facility (GEF)	
Review of one project: HFC project in Tajikistan	93
Consultations were held with GEF senior environmental specialists on issues relating to energy efficiency in the context of HFC phase-down.	92
On-line discussions dealing with issues relating to energy efficiency in the context of HFC phase-down and climate change / energy efficiency	91
The Secretariat participated in the workshop on “Delivering Multiple Global Environmental Benefits through the Sound Management of Chemicals and Waste”, organized by the Scientific and Technical Advisory Panel and was called on during discussion on identified linkages, especially regarding ozone depletion.	86
Comments on interventions relating to enabling activities, institutional strengthening and support for ratification of the Kigali Amendment in the countries with economies in transition and review of one plan for Tajikistan.	86
Informal on-line discussions between the Secretariat and staff of GEF on possibilities for further collaboration on energy-efficiency matters.	85
Review of one project: Energy efficiency (EE) for air-conditioners in buildings for India.	84
Review of one project: Accelerating Adoption of Sustainable Thermal Comfort: Transition towards Energy Efficient and Climate Resilient Cities in India.	82
Review of four projects: Completion of the phase-out of HCFC consumption with the support of low-GWP technologies in Belarus, GEF project ID 6046; Kazakhstan, HCFC Phase-out in Kazakhstan through the promotion of zero-ODS low-GWP energy-efficient technologies, GEF project ID 6090; Complete HCFC phase-out in Tajikistan through the promotion of zero-ODS low-GWP energy-efficient technologies, GEF ID 6030; Complete HCFC Phase-out in Uzbekistan through the promotion of zero-ODS low-GWP energy-efficient technologies, GEF ID 6003.	80
Review of the project on the introduction of ODS alternatives in agriculture and in the post-harvest sector in Kazakhstan (GEF project ID 9184).	76
Comments on the proposal for a methyl bromide project for Kazakhstan (GEF funding); Provided ideas on the use of funds under GEF 6 for ODS phase-out in non-Article 5 CEIT countries. Information on the discussions at recent Montreal Protocol meetings regarding proposals for an amendment to the Protocol.	75
Review of a project (Introduction of ODS alternatives in agriculture and in the post-harvest sector in Kazakhstan) against the Multilateral Fund’s policies and guidelines.	72
The Secretariat received an invitation to attend the 45 th GEF Council Meeting that would be held from 5 to 7 November 2013. In a further invitation letter to the new Chief Officer, the CEO and Chairperson of the GEF welcomed a renewal of the past cooperation in providing assistance to parties to meet their obligations under the Montreal Protocol and a renewal of historic ties. In response, the Chief Officer informed the CEO that the Fund Secretariat would not be able to attend the Council Meeting due to preparations for the 71 st meeting; however, he advised the CEO that he looked forward to meeting her with a view to strengthening the relationship with the GEF Secretariat.	71
The Secretariat participated in a meeting of the GEF Chemicals and Waste Technical Advisory Group (TAG) to provide feedback on the draft focal area strategy for chemicals and wastes to guide the sixth replenishment of the GEF (GEF-6). The draft strategy included the Montreal-Protocol-related activities of the GEF.	69

Secretariat advice/discussions held/interaction	Meeting
Since the 67 th meeting there has been an interchange of correspondence with the Chief Executive Officer of the GEF on issues related to cooperation between the two funding mechanisms. Consideration has been given to the possibility of issuing a joint Multilateral Fund/GEF publication on the implementation of the Montreal Protocol over the last 25 years.	68
Government of France	
The Chief Officer and the Senior Fund Management and Administrative Officer participated in the semi-public presentation on recommendations related to the retrospective evaluation on the French contribution to the Multilateral Fund.	88
The Chief Officer participated in an interview on retrospective evaluation proposal on the French contribution to the Fund Secretariat and provided additional information as requested	86/87
Courtesy visit to the Ministry for the Economy and Finances of France. Issues discussed included <i>inter alia</i> bilateral co-operation by the Government of France, and the replenishment of the Multilateral Fund for the 2021-2023 triennium.	83
Information on the modalities for additional contributions to the Multilateral Fund.	77
Green Climate Fund (GCF)	
Discussions with Mr. Yannick Glemarec, Executive Director and the GCF team on issues relating to energy efficiency in the context of HFC phase down, in December 2022.	92
On-line discussions dealing with issues relating to energy efficiency in the context of HFC phase-down and climate change / energy efficiency	91
Informal on-line discussions between the Secretariat and staff of the GCF on possibilities for further collaboration, as the consultative meeting on development of GCF energy efficiency sectoral guidance scheduled for 27-28 February 2020 was cancelled due to COVID-19.	85
A representative of the GCF visited the Secretariat and held a number of meetings with the Secretariat staff that provided an opportunity for an exchange of information on how both funds operate and possibilities for further collaboration.	84
Informal discussions between the Chief Officer and the Deputy Executive Secretary of the GCF on matters of interests to both Funds, in the margins of the fourth session of the United Nations Environment Assembly.	83
Meeting documents related the modalities for reporting the administrative costs of implementing agencies including the following documents: UNEP/OzL.Pro/ExCom/26/67, UNEP/OzL.Pro/ExCom/34/52 and, UNEP/OzL.Pro/ExCom/38/59, UNEP/OzL.Pro/ExCom/55/48, and UNEP/OzL.Pro/ExCom/80/43	81
Conference call to provide information on the Multilateral Fund practices regarding concessional lending and incremental costs.	80
Provided link to documents relevant to the Technology and Economic Assessment Panel, Scientific Assessment Panel, and the Environmental Effects Assessment Panel on the Ozone Secretariat's website, and also an introduction to the Ozone Secretariat's Communications Officer. Documents were provided, including: the Executive Committee Primer; Multilateral Fund policy, procedures, guidelines and criteria; the presentation entitled "The Multilateral Fund: Governance, Business Model, Accomplishments, Challenges"; examples of pre-session documents for business planning, project proposals; monitoring and evaluation work programme and project completion reports; business plan templates; progress reporting guidelines; reports of the two evaluations on institutional strengthening; and the monitoring and evaluation work programme.	77
The Fund Secretariat's experience in establishing legal arrangements with implementing entities and establishing a progress reporting system for the Multilateral Fund.	76

Secretariat advice/discussions held/interaction	Meeting
Information on performance indicators developed for the Multilateral Fund; Information on the discussions at recent Montreal Protocol meetings regarding proposals for an amendment to the Protocol; Information on the Multilateral Fund's monitoring and accounting framework including Chapter XI of the Multilateral Fund policies, procedures, guidelines and criteria (monitoring and evaluation); Presentation on capacity building under the Multilateral Fund.	75
Presentation on the Multilateral Fund and a sample of key documents including Secretariat activities, status of the Fund, consolidated business plans and progress reports, a sample of project proposals and policy papers. Further details and discussions on the Multilateral Fund.	74
Overview of the objectives and operation of the Multilateral Fund, including its project review process, policy development, meeting process, and implementation of Executive Committee decisions.	72
The Interim Secretariat of the GCF wrote to the Multilateral Fund on 24 September 2013 with an invitation to attend the 5 th meeting of the Board of the GCF as an observer, although the letter noted that observer status for the Multilateral Fund had not yet been approved. The Fund Secretariat could not attend the Board meeting, which took place from 8 to 10 October, due to preparations for the 71 st meeting. A further letter of 21 October 2013 informed the Fund Secretariat that the next Board meeting would take place in Indonesia from 19 to 21 February 2014, indicated that observer status for the Multilateral Fund had been approved by an amendment to decision B.04/15, and also requested the Fund Secretariat to nominate a contact person.	71
Grenoble School of Management	
Information on the policies and procedures of the Multilateral Fund and the process of project approval for a study on technology learning curves.	80
Intergovernmental Platform on Biodiversity and Ecosystem Services (IPBES)	
Information on practices regarding financial support to meeting participants/delegates.	75
International Energy Agency (IEA)	
The Secretariat and the Executive Secretary of the Ozone Secretariat met with a representative of the IEA. The Secretariat explained the work on energy efficiency in the context of the Kigali Amendment. The representative of the IEA indicated that his organization had undertaken a compilation of policies and standards on energy efficiency in different countries and made it available to the Secretariat. The representative also shared a report on cooling prepared by the IEA.	83
Joint Inspection Unit of the United Nations	
The Secretariat completed a questionnaire with regard to the review of environmentally sustainable policies and practices across organizations of the United Nations system.	86
An updated summary of the information on technical assistance and funding provided to Small Island Developing States (SIDS) under the Multilateral Fund, which had previously been provided in February 2015. Further clarifications were provided on 20 October and 7 November 2016.	77
Comments on the draft document "Review of Activities and Resources Devoted to Address Climate Change in the United Nations System Organizations; Substantive information including a summary of technical assistance and funding provided to Small Island Developing States (SIDS) under the Multilateral Fund and comprehensive information on Multilateral Fund projects approved for each country.	74
The Secretariat completed a questionnaire with regard to the review of activities and resources devoted to address climate change.	73
Comments and factual corrections to information on the Multilateral Fund in the report "Post-Rio+20 review of environmental governance within the United Nations system".	72

Secretariat advice/discussions held/interaction	Meeting
With regard to the 2013 evaluation/review entitled “Post-Rio+20 review of environmental governance within the United Nations system, the Secretariat provided the Joint Inspection Unit with information about the Fund’s structure, funding levels, number and characteristics of meetings, meeting participants, project approval process, support costs, Secretariat personnel levels, history of approvals from 2006-2013, implementation modalities, compliance, governance framework, strategic planning, synergies and coordination with other MEAs, scientific assessments, advocacy and outreach, administration, gender distribution and geographical balance of the Executive Committee and Secretariat.	70
Kigali Cooling Efficiency Program (K-CEP)	
Participation in the webinar on 28 January 2020 on the Nationally Determined Contributions (NDC) Support Facility for Efficient, Climate-Friendly Cooling (NDC Support Facility) – a new initiative that provides funding and guidance to entities that support countries in integrating cooling solutions into the next round of their NDCs. Upon a request by the Secretariat for clarification on whether the project proposals submitted would include safeguards to avoid uptake of energy-efficient cooling applications based on high-GWP refrigerants; K-CEP assured that low-GWP technologies would be promoted through the NDC Support Facility.	85
Upon a request to provide feedback to ITAD Ltd., an organisation that has been commissioned to help develop a better understanding of K-CEP role in promoting energy efficiency in the cooling sector, the Secretariat had a conference call with an ITAD staff member informing on the input provided by the Secretariat to K-CEP in the initial phase of its establishment and its understanding of the linkage of K-CEP’s activities with the Montreal Protocol project activities, particularly relating to HFC phase-down projects.	84
Continued informal sharing of experience of the Multilateral Fund.	80
The Director and one other representative of K-CEP, responsible for coordinating the work of 19 philanthropic foundations on matters related to energy-efficiency and cooling with regard to implementation of the Kigali Amendment, visited the Secretariat on 26 January 2017 to learn more about the Multilateral Fund. K-CEP aims to allocate approximately US \$53 million from philanthropic foundations by the end of 2017 for targeted support through country programmes in a small number of countries and more general support to over 100 countries to improve energy efficiency. Information provided included the Executive Committee Primer; a presentation that summarizes how the Multilateral Fund operates; Guidelines for submitting progress and financial reporting; Guide for preparation of project proposals; the templates for project completion reports; and document UNEP/OzL.Pro/ExCom/74/51 on the Review of institutional strengthening and the associated decision 74/51.	78
Lawrence Berkeley National Laboratory (LBNL)	
The Secretariat provided comments on a draft report on opportunities and risks of efficiency improvement and refrigerant transition in room air-conditioning.	80
The Secretariat held a three-day consultative meeting with personnel at the Lawrence Berkeley National Laboratory in San Francisco, United States, to discuss issues relating to energy efficiency in the context of HFC phase-down. The meeting included representatives of the Secretariat, LBNL staff handling refrigeration, air-conditioning and heat pump equipment technologies, testing standards and practice, along with the Clean Cooling Collaborative personnel.	95
Natural Resources Defense Council	
Multilateral Fund Climate Impact Indicator (MCII) including the tool (Excel file), the manual (PDF) and an explanation of the tool (Word file).	81

Secretariat advice/discussions held/interaction	Meeting
Minamata Convention on Mercury	
In July 2013, the Secretariat received an invitation from the Government of Japan to attend the Conference of Plenipotentiaries for the adoption and signature of the Minamata Convention on Mercury, held from 9 to 11 October 2013 in Kumamoto and Minamata, Japan. However, the Secretariat was unable to attend.	71
Multilateral Organisation Performance Assessment Network (MOPAN)	
In accordance with decision 91/1, the Secretariat sent a letter from the Chair of the Executive Committee, on behalf of the Committee, to the MOPAN Secretariat, enclosing the management response of the Executive Committee on the 2019 MOPAN Assessment of the Multilateral Fund, contained in Annex I to the report of the 91 st meeting.	92
The Secretariat prepared document UNEP/OzL.Pro/ExCom/88/2/Add.2 on the recommendations of the assessment report.	88
Following receipt of the assessment report of the Multilateral Fund, a virtual meeting is being organized for the MOPAN Secretariat to present the report to the Executive Committee and a bilateral discussion is scheduled between the two Secretariats on the assessment of the Multilateral Fund, the methodology used and potential flexibility of adapting it to the type of organization to be assessed in future.	86
The Secretariat reviewed the draft assessment report and made factual corrections and provided comments on it. Follow-up communication took place between the two Secretariats with regard to the timeline for the final report and possible ways of sharing key findings with the Executive Committee.	86
The Secretariat provided additional information and clarifications on matters related to the Multilateral Fund to the consultant responsible for the assessment of the Multilateral Fund by MOPAN. The Secretariat had further discussions with MOPAN Secretariat, which indicated that the draft assessment report was in its last stage of preparation and would be submitted to the Secretariat to review it before it is submitted to Member Governments.	85
The representatives of the Secretariat of MOAP and of the service provider that carries out the assessment, visited the Secretariat. The Chief Officer made a presentation on the Multilateral Fund, including its governance, business model and accomplishments. The representatives of MOPAN had a number of meetings with the Secretariat staff. The Secretariat was also informed about the meetings that the evaluators organized with all four implementing agencies of the Fund. The Secretariat provided the contact data of members of the Executive Committee, some of whom would be contacted to provide input to the assessment exercise.	84
The Secretariat attended a meeting at the Secretariat of MOPAN, where an introduction of the Fund was made. Discussions were held on <i>inter alia</i> the scope of the assessment to the stakeholders involved; major differences between the Multilateral Fund and other organizations being assessed, which would lead to a tailored assessment to ensure fairness; the schedule for an inception visit to the Fund Secretariat, and the possible need for the assessment team to attend an Executive Committee.	83
Letter received from MOPAN Secretariat informing that MOPAN's Steering Committee took the decision to assess the Multilateral Fund in its next assessment cycle.	82
Eric and Wendy Schmidt Center for Data Science and Environment (DSE), University of California, Berkeley	
A side event was held by the Secretariat and the DSE at the 47 th meeting of the Open-Ended Working Group of the Montreal Protocol, allowing for a demonstration of the tool relating to HFC consumption assessment, trend analysis and impact of different policy interventions on HFC consumption projections, and collection of feedback from attendees.	97

Secretariat advice/discussions held/interaction	Meeting
Two countries were identified for further discussions on using the tool for the HFC consumption related assessment. In February 2025, the technical experts from the DSE provided guidance to the country representatives through an online meeting and made available the tool through a weblink for them to use the tool and provide feedback. Initial feedback was provided by one of the countries and this was used by the technical experts for appropriately incorporating those inputs in the tool.	96
A workshop was held in October 2024 between the DSE and the Secretariat to discuss the features of an interactive user-friendly model for HFC consumption assessment, trend analysis, and impact assessment of different policy interventions on HFC consumption projections. During the workshop, the different aspects related to HFC consumption projections for the modeling process were discussed. The model to be developed by the DSE is expected to be used by countries to make assessments of HFC consumption trends and to understand the impact of different policy interventions.	95
Secretariat of the Convention on Wetlands	
The Secretariat provided inputs to a query to gather information for governance on ways that decision making procedures could be enhanced during exceptional circumstances such as a global pandemic that makes meeting face-to-face difficult or not possible.	96
Stimson Centre	
The Chief Officer spoke to researchers regarding the evolution and work of the Montreal Protocol and its funding mechanism.	93
The Chief Officer provided inputs and reviewed a case study examining aspects that make the Montreal Protocol successful and relevant lessons for accountability in the cyber domain. The case study was included as chapter “The Remarkable Story of the Montreal Protocol with Lessons for Cyberspace” included in the Stimson centre report “Advancing Accountability in Cyberspace: Models, Mechanisms, and Multistakeholder Approaches”, prepared by the Stimson Center, and after a soft launch in July 2024 published on the Stimson Center’s website to commemorate the 2024 International Day for the Preservation of the Ozone Layer (https://www.stimson.org/2024/the-remarkable-story-of-the-montreal-protocol-with-lessons-for-cyberspace/).	95
Sustainable Energy for all (SE4All)	
The Secretariat prepared an article on the Multilateral Fund for the Chilling Prospects 2022 report.	90
Sustainable United Nations (SUN)	
The Secretariat made a presentation at the 31 st meeting of the United Nations Issues Management Group (IMG) on Environmental Sustainability Management, held at ICAO, Montreal on 11 October 2019. The Secretariat presented how the UN offices can collaborate with activities undertaken by the agencies on implementation of projects at national, regional and global levels that promote adoption of ozone friendly and HFC-free technologies. A representative of the Sustainable United Nations (SUN), an office that manages and supports the IMG on Environmental Sustainability Management, visited the Secretariat office and presented the work of this office to the staff.	84
Transparency International-Australia (TI-A)	
The Multilateral Fund Secretariat and the Ozone Secretariat, in response to equal letters received from TI-A, shared a note on a compilation of publicly available information relating to transparency, accountability and integrity in the UN/UNEP, applicable to the Montreal Protocol processes, further to the request for assistance to identify these documents, which are part of the general policies, rules and procedures of the UN Secretariat, that equally apply to the treaty and its financial mechanism.	94
United Nations Office of Internal Oversight Services (OIOS)	
The Secretariat discussed relevant recommendations with implementing and bilateral agencies.	90
The Secretariat prepared document UNEP/OzL.Pro/ExCom/88/2/Add.1 on the recommendations of the OIOS audit report.	88

Secretariat advice/discussions held/interaction	Meeting
The Secretariat provided information and documentation, responses to questions and clarification to facilitate an audit by the Office of Internal Oversight Services which aims to assess the efficiency and effectiveness of the provision of services at the Secretariat to the Multilateral Fund covering the period from 1 January 2018 to 31 December 2020.	86/87
Background information on the Multilateral Fund and other information including, <i>inter alia</i> , UNEP interim financial statements on the Multilateral Fund; report on contributions and disbursements; progress report; 2015 Monitoring and evaluation work programme; and the link to policy and procedures manual.	75
United Nations Environment Programme	
The Secretariat participated and provided inputs in an online brainstorming meeting on possible UNEP actions to assist countries to address dumping of refrigeration and air-conditioning equipment, including support by the Climate and Clean Air Coalition (CCAC) to conduct a region-wide refrigeration and air-conditioning (RAC) market study to gather evidence on environmental dumping, and spur national action to increase availability of RAC technologies and stop the dumping of inefficient, high-GWP refrigerant cooling technologies.	96
The Secretariat collaborated with the Ozone Secretariat, in response to decision XXXVI/9 on further strengthening Montreal Protocol institutions. Following the receipt of permission to extract information on the licensing systems of Article 5 parties, the Secretariat shared with the Ozone Secretariat the relevant portions of the verification reports for analysis.	96
At the request of the Ozone Secretariat, in March 2025, the Secretariat commented on a draft analysis on how free trade zones, transit and trans-shipment operations relate to multilateral environmental agreements (MEAs), which the Ozone Secretariat plans to publish as part of its collaboration with other MEA Secretariats on customs engagement, illegal trade, and enforcement under the Green Customs Initiative.	96
The Secretariat collaborated with UNEP in the development of the Medium-term Strategy 2025-2029 and Programme of Work 2026-2029, mandated by the United Nations Environment Assembly (UNEA) decision 6/7. The Chief Officer participated in the technical-level sessions in preparation for the strategy, which is expected to be approved at the 7 th session of UNEA in December 2025.	95
The Secretariat participated, in coordination with the Ozone Secretariat and together with Secretariats of Multilateral Environmental Agreements administered by UNEP, in consultations called for by the Director of the UNEP Law Division, on how the supplementary agenda item entitled "Cooperation with Multilateral Environment Agreements" could be best considered at UNEA-6.	92
Together with the Ozone Secretariat, the Multilateral Fund Secretariat provided the Chemicals and Health Branch, Economy Division of UNEP with comments on GCO-II report to the Chemicals and Health Branch including information related to: the accelerated phase-out of HCFCs, the Kigali Amendment regarding HFCs, the increased emissions of CFC-11 according to the publication by Montzka et al. in 2018; compliance with the Montreal Protocol's control measures and data reporting.	82
UNEP Intergovernmental Negotiating Committee (INC) to develop an international legally binding instrument on plastic pollution, including in the marine environment	
At the request of the South African Government, Department of Forestry, Fisheries and Environment, the Secretariat presented information on the operational arrangements, governance structure, project planning and implementation processes of the Multilateral Fund at an information session of the INC Intersessional Work with Civil Society Organisations, organised by the Government of South Africa, on 12 August 2024. Responses to questions included clarifications on how the Multilateral Fund provides support for the adoption of innovative technologies.	95
The Chief Officer participated in the webinar, held online on 11 May 2023, organized by the INC, and presented the experience of the Multilateral Fund and lessons learnt since its inception.	92

Secretariat advice/discussions held/interaction	Meeting
United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC)	
The Secretariat continued online its collaboration with the technical support unit (TSU) of the Secretariat of the United Nations Climate Change Convention, further to the invitation of the Executive Secretary of the Convention, in support of the work of the Transitional Committee (TC) on the operationalization of the new funding arrangements and a fund for loss and damage, established by the COP to the UNFCCC at its 27th meeting.	93
The Secretariat was invited by the Executive Secretary of the UNFCCC, together with other UNs agencies, international financial institutions and multilateral development banks, as well as the operating entities of the financial mechanism of the Convention and the Paris Agreement, to collaborate with the technical support unit (TSU) of the Secretariat in supporting the work of the Transitional Committee (TC) on the operationalization of the new funding arrangements and a fund for loss and damage, established by UNFCCC COP 27. Upon invitation by the UNFCCC Secretariat, the Secretariat participated in the first meeting of the TC (Luxor, Egypt, 27-29 March 2023). All travel-related expenses were covered by the UNFCCC Secretariat.	92
Comments on the draft technical summary of the mitigation benefits of actions, initiatives and options to address non-carbon dioxide greenhouse gas emissions	74
The Secretariat received an invitation in early October 2013 to attend the 19th session of the Conference of the Parties to the UNFCCC and the 9th session of the Conference of the Parties serving as the Meeting of the Parties to the Kyoto Protocol that would take place in Warsaw, Poland, from 11 to 22 November 2013. The Chief Officer informed the UNFCCC Secretariat that he was unable to attend due to preparations for the 71st meeting. Noting that the UNFCCC Secretariat was invited to attend the 25th MOP, he suggested an informal meeting to exploit potential opportunities for collaboration between the two Secretariats. The Executive Secretary of UNFCCC Secretariat responded that the Coordinator of the Mitigation, Data and Analysis Programme, who would be attending the MOP, would arrange to meet bilaterally with him. The representatives of both Secretariats met and discussed informally ways in which the two Secretariats could collaborate in the future as the need arose.	71
University of Bristol	
Provided a summary of the data contained in documents on HFC-23 prepared by the Secretariat, aggregated consumption of HFC-23 reported in surveys of ODS alternatives conducted in 119 Article 5 countries, and data it had derived from publicly available resources during the preparation of document UNEP/OzL.Pro/ExCom/79/48.	83
University of Cape Town	
In July 2024, the University of Cape Town (UCT), South Africa, contacted the Secretariat in the framework of its research for the preparation of a guidance document for governments and other stakeholders to support the implementation of sustainable domestic financing mechanisms for the sound management of chemicals and waste with particular focus on UNEP's Special Programme-financed projects. They requested a viewpoint on the barriers, challenges, and opportunities for implementing sustainable domestic financing mechanisms based on country-level experiences in implementation of Multilateral fund projects. The Secretariat, through an on-line interview, shared experiences in the implementation of different ODS phase-out and HFC consumption reduction projects.	95
World Trade Organization, Trade and Environment Division	
Update of the MEA Matrix for the WTO's Committee on Trade and Environment (https://www.wto.org/english/tratop_e/envir_e/envir_matrix_e.htm)	75